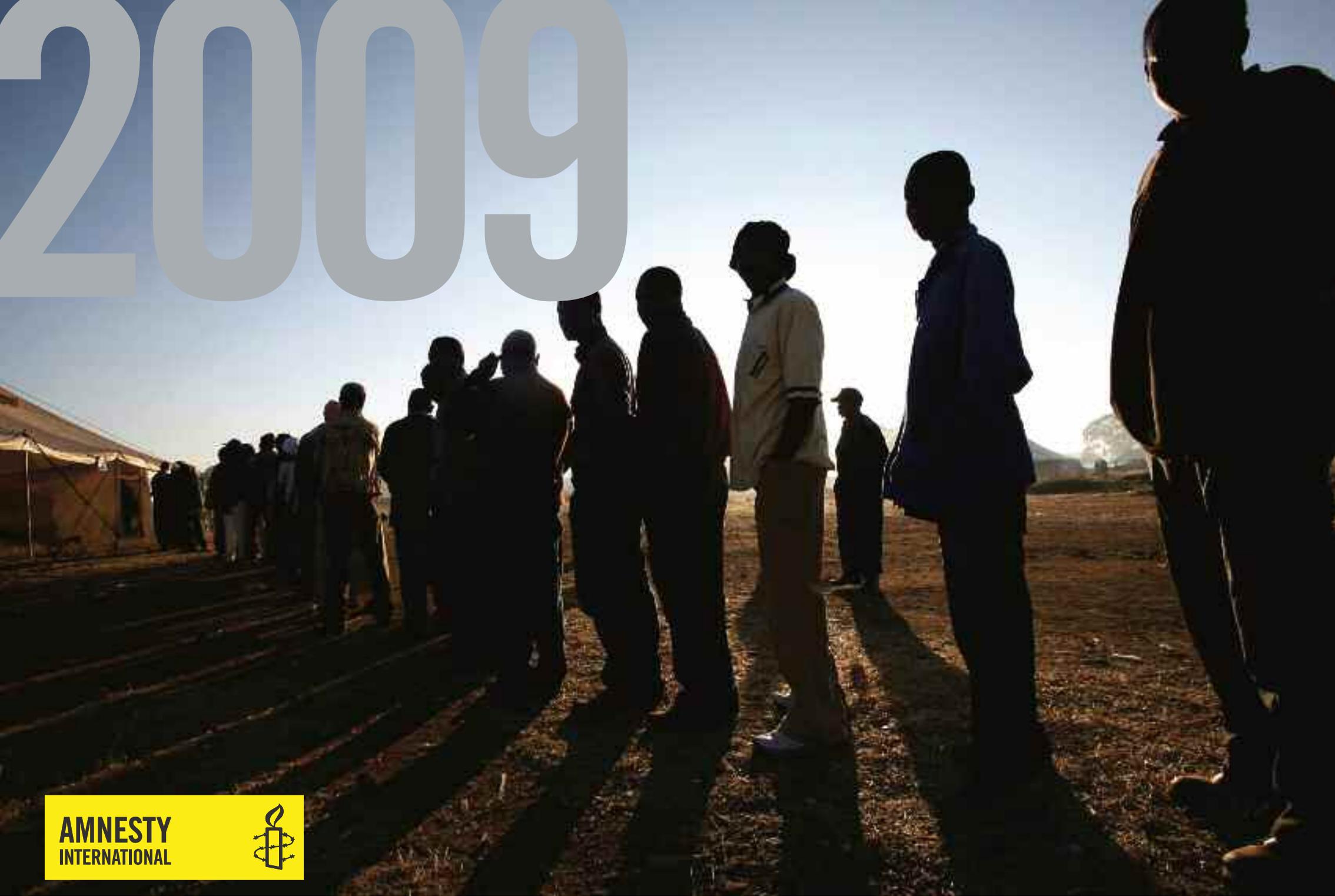


2009



AMNESTY
INTERNATIONAL



TIME FOR ACCOUNTABILITY IN ZIMBABWE
AU ZIMBABWE, LE TEMPS EST VENU DE RENDRE DES COMPTES



ZIMBABWEANS QUEUE FOR FOOD OUTSIDE A STORE IN HARARE, APRIL 2008
DES ZIMBABWÉENS FONT LA QUEUE POUR ACHETER DE QUOI MANGER
(HARARE, AVRIL 2008)

Hyper-inflation has eroded the capacity of most urban families to buy what little food is available. Maize, the country's staple diet, remains unavailable in most shops. Where it is available on the black market, it is often too expensive for the average Zimbabwean household to afford.

L'hyperinflation a amoindri la capacité de la plupart des familles citadines à acheter des denrées alimentaires, d'ailleurs rares. Le maïs, qui constitue dans ce pays la base de l'alimentation, est absent de la plupart des magasins. Lorsqu'il est disponible au marché noir, il est souvent à un prix inabordable pour la plupart des familles zimbabwéennes.

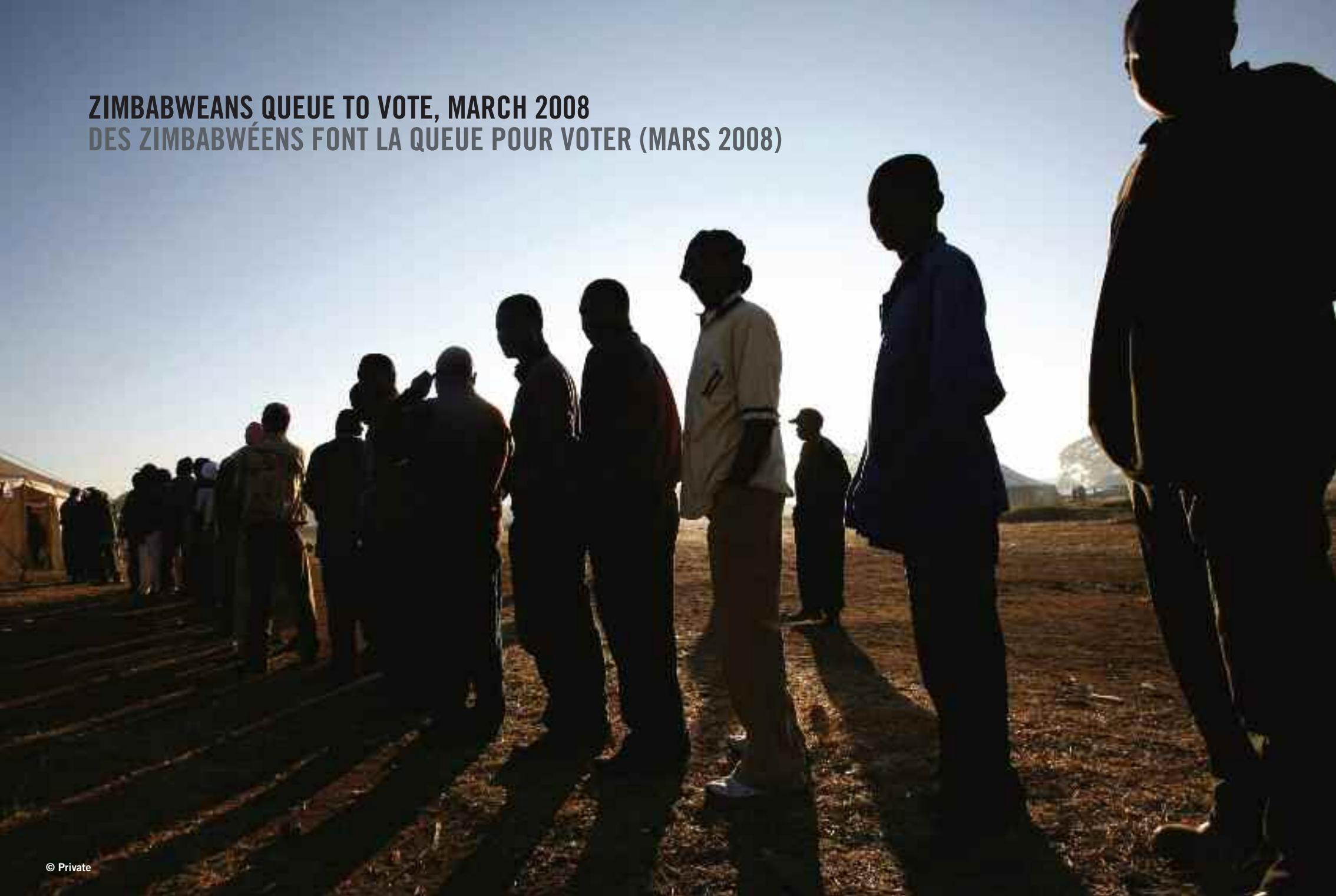
MILITARY OFFICERS ATTEND PRESIDENT ROBERT MUGABE'S INAUGURATION CEREMONY, JUNE 2008

DES MILITAIRES DE HAUT RANG ASSISTENT À LA CÉRÉMONIE D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT ROBERT MUGABE EN JUIN 2008



Prisons Commissioner Major-General Paradzayi Zimondi is on the left, Commissioner-General of Police Augustine Chihuri is in the centre and on the right, Commander of the Air Force Perence Shiri. The involvement of the security forces in the violence that plagued Zimbabwe during the 2008 elections has never been investigated. Le général de division Paradzayi Zimondi, directeur de l'administration pénitentiaire, est à gauche ; au centre, Augustine Chihuri, chef de la police, et à droite, Perence Shiri, commandant en chef de l'armée de l'air. Aucune enquête n'a jamais été menée sur l'implication des forces de sécurité dans les événements violents qui ont ensanglanté le Zimbabwe au cours des élections de 2008.

ZIMBABWEANS QUEUE TO VOTE, MARCH 2008 DES ZIMBABWÉENS FONT LA QUEUE POUR VOTER (MARS 2008)



© Private

Following the March election, in which the opposition Movement for Democratic Change (MDC) won a majority of parliamentary seats, state-sponsored violence was unleashed upon those believed to have voted for the MDC. More than 180 people were killed in the violence and more than 9,000 were injured. Approximately 28,000 people were forcibly displaced.

À la suite des élections de mars, qui ont vu le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) remporter la majorité des sièges au Parlement, des violences encouragées par l'État ont déferlé sur les électeurs présumés du MDC. Plus de 180 personnes ont trouvé la mort au cours des troubles et quelque 9 000 ont été blessées. 28 000 autres ont dû quitter leur foyer.

POLICE ASSAULT A DEMONSTRATOR, HARARE 2003
DES POLICIERS BRUTALISENT UN MANIFESTANT (HARARE, 2003)



© Tsvangirayi Mukwazhi

Members of the Zimbabwe Republic Police act with almost total impunity. Serious violations by police, including torture of detainees, are rarely investigated. Those responsible are not held accountable and victims do not receive compensation.

Les membres de la Police nationale du Zimbabwe jouissent d'une impunité presque totale. Les graves atteintes aux droits humains commises par la police, allant jusqu'à la torture des personnes incarcérées, font rarement l'objet d'une enquête. Les responsables présumés ne sont pas tenus de rendre des comptes, et les victimes ne reçoivent pas de réparations.



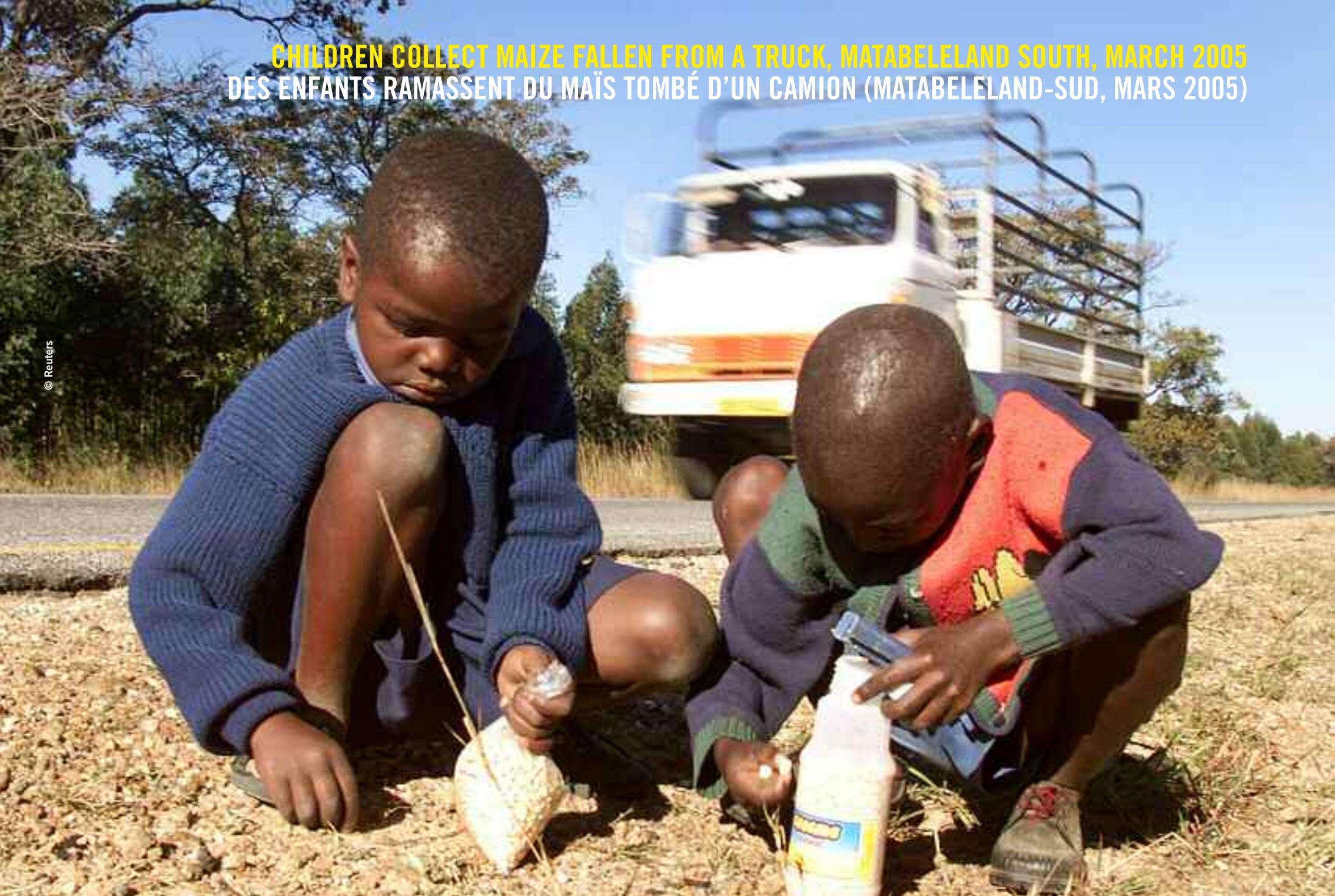
**RIOT POLICE WATCH AS BULLDOZERS DESTROY
A HOUSE IN KAMBUZUMA, HARARE, 2005**

**DES POLICIERS ANTIÉMEUTES REGARDENT DES BULLDOZERS
DÉTRUIRE UNE MAISON À KAMBUZUMA, PRÈS DE HARARE (2005)**

In 2005, an estimated 700,000 people lost their homes, their livelihoods or both as a result of Operation Murambatsvina, the Zimbabwean government's military-style campaign of mass forced evictions. Those evicted are almost all now living in worse conditions.

En 2005, l'opération Murambatsvina, une campagne d'expulsions massives menée de façon militaire par le gouvernement du Zimbabwe, a jeté à la rue et souvent privé de leurs moyens d'existence environ 700 000 personnes. Aujourd'hui, les expulsés ont presque tous connu une aggravation de leur situation.

CHILDREN COLLECT MAIZE FALLEN FROM A TRUCK, MATABELELAND SOUTH, MARCH 2005
DES ENFANTS RAMASSENT DU MAÏS TOMBÉ D'UN CAMION (MATABELELAND-SUD, MARS 2005)



© Reuters

Politicization and discriminatory distribution of food aid in Zimbabwe has been of concern for several years. Five million people were in need of food aid by December 2008. Food insecurity was exacerbated when the government suspended the field operations of humanitarian organizations between June and August 2008 and by the state-sponsored violence that took place during the election period.

Le caractère discriminatoire et politisé de la distribution de l'aide alimentaire au Zimbabwe constitue depuis des années un motif de préoccupation. Cinq millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire en décembre 2008. L'insécurité alimentaire, aggravée par les violences fomentées par les autorités au cours de la période électorale, a atteint un paroxysme quand le gouvernement a suspendu les activités sur le terrain des organisations humanitaires, entre juin et août 2008.



**GERTRUDE HAMBIRA, SECRETARY-GENERAL OF THE GENERAL AGRICULTURE
AND PLANTATIONS WORKERS' UNION OF ZIMBABWE**
**GERTRUDE HAMBIRA, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU SYNDICAT GAPWUZ, QUI
DÉFEND LES DROITS DES TRAVAILLEURS AGRICOLES**

Tens of thousands of farm workers who lost their livelihoods during the land reform programme of 2000 were not given plots of land in compensation and have become dependent on food aid.

Des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles, qui ont perdu leurs moyens de subsistance du fait du programme de réforme agraire de 2000, n'ont pas vu leur perte compensée par l'attribution d'une parcelle de terrain et dépendent désormais de l'aide alimentaire.



HEALTH WORKERS CONDEMN THE VIRTUAL COLLAPSE OF ZIMBABWE'S HEALTH SYSTEM, HARARE, NOVEMBER 2008

DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ DÉNONCENT L'EFFONDREMENT QUASI TOTAL DU SYSTÈME DE SANTÉ ZIMBABWÉEN (HARARE, NOVEMBRE 2008)

By December 2008, hospitals throughout the country were barely functioning, preventing pregnant women and victims of a cholera outbreak from accessing lifesaving medical treatment. The health workers' demonstration was peaceful, but police used force to disperse them.

En décembre 2008, dans tout le pays, les hôpitaux ne fonctionnaient pratiquement plus ; ni les femmes enceintes ni les victimes d'une épidémie de choléra ne pouvaient recevoir les soins médicaux indispensables. Les professionnels de la santé ont manifesté pacifiquement, mais la police a eu recours à la force pour les disperser.



MORGAN TSVANGIRAI, ROBERT MUGABE, ARTHUR MUTAMBARA (LEFT TO RIGHT) AT THE SIGNING OF THE POWER SHARING DEAL CEREMONY IN HARARE, 15 SEPTEMBER 2008
MORGAN TSVANGIRAI, ROBERT MUGABE, ARTHUR MUTAMBARA (DE GAUCHE À DROITE) LORS DE LA SIGNATURE DE L'ACCORD DE PARTAGE DU POUVOIR À HARARE, 15 SEPTEMBRE 2008

On 15 September 2008, President Robert Mugabe and the leaders of the two factions of the Movement for Democratic Change, Morgan Tsvangirai and Arthur Mutambara, signed a political agreement. For months after it was signed the political leaders continued to wrangle over the allocation of key ministries, while the humanitarian situation deteriorated.

Le 15 septembre 2008, le président Robert Mugabe et les dirigeants des deux formations du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Morgan Tsvangirai et Arthur Mutambara, ont signé un accord politique. Au cours des mois qui se sont écoulés depuis, les responsables politiques ont continué à se quereller sur l'attribution des principaux ministères, pendant que la situation humanitaire se détériorait.



**MEMBERS OF WOMEN OF ZIMBABWE ARISE HOLD A MEETING
IN THE COUNTRYSIDE, SIBASA, INSIZA, OCTOBER 2006**
**DES MEMBRES DE WOZA ORGANISENT UN RASSEMBLEMENT À
LA CAMPAGNE (SIBASA, DISTRICT D'INSIZA, OCTOBRE 2006)**

© Women of Zimbabwe Arise

Many members of Women of Zimbabwe Arise (WOZA) have been arrested during peaceful protests against worsening socio-economic conditions in Zimbabwe. In 2008 WOZA leaders spent more than eight weeks in custody after peaceful demonstrations.

De nombreuses militantes de Femmes du Zimbabwe, debout ! (WOZA) ont été arrêtées lors de rassemblements pacifiques contre l'aggravation des conditions socio-économiques au Zimbabwe. En 2008, des dirigeantes de WOZA ont passé plus de huit semaines en garde à vue à la suite de manifestations pacifiques.

**A YOUNG CHILD PLAYS IN A POOL OF STAGNANT
WATER AT MACHANGA**
**UN ENFANT JOUE DANS UNE MARE D'EAU STAGNANTE
À MACHANGA**



In November 2008, a cholera outbreak struck the country, killing hundreds of people in a matter of days. The epidemic resulted from the collapse of the country's water sanitation system, while the dilapidated healthcare sector was simply unable to respond.

En novembre 2008, une épidémie de choléra s'est abattue sur le pays, tuant en quelques jours des centaines de personnes. Cette épidémie est liée à l'effondrement des systèmes d'assainissement et d'épuration de l'eau. Le système de santé déjà désagrégé n'a pas permis de faire face à la propagation de la maladie.



A TEN MILLION DOLLAR NOTE ISSUED BY THE RESERVE BANK OF ZIMBABWE UN BILLET DE 10 MILLIONS DE DOLLARS ÉMIS PAR LA BANQUE CENTRALE DU ZIMBABWE

The central bank removed 10 zeros from the national currency in August 2008 after being forced to print notes with a face value of Z\$100 billion – not enough to buy a loaf of bread when the notes were scrapped. Hyper-inflation has significantly reduced the ability of people to access food, healthcare and education.

La Banque centrale a enlevé 10 zéros à la monnaie nationale en août 2008, après avoir été forcée d'imprimer des billets dont la valeur nominale était de 100 milliards de dollars du Zimbabwe et qui ne permettaient même plus d'acheter un pain au moment où les billets ont été retirés de la circulation. À cause de l'hyperinflation, il est encore plus difficile aux Zimbabwéens de se nourrir, de se soigner et de s'instruire.

09



Amnesty International demonstrations and exhibitions from around the world raise awareness and mobilize opposition to human rights violations in Zimbabwe. Dans le monde entier, les manifestations et expositions organisées par Amnesty International sensibilisent le public et mobilisent l'opinion contre les violations des droits humains au Zimbabwe. © Amnesty International

TIME FOR ACCOUNTABILITY IN ZIMBABWE

AU ZIMBABWE, LE TEMPS EST VENU DE RENDRE DES COMPTES

09

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



A culture of impunity has been allowed to thrive in Zimbabwe since 2000. On numerous occasions the perpetrators of human rights violations have faced no investigation or prosecution. On the contrary, they appear to have been encouraged to commit further human rights violations by the failure of the government to hold those responsible to account.

There can be no durable resolution of the Zimbabwe crisis without government measures to break the culture of impunity by establishing the truth, bringing perpetrators to justice and ensuring reparations for the victims.

Amnesty International activists from around the world continue to demonstrate their commitment to bringing about an end to human rights violations and the culture of impunity in Zimbabwe. Activists have taken part in a wide range of campaigning activities to end human rights violations in Zimbabwe, including through letter writing, demonstrations, petitions and solidarity actions.

You can add your voice by signing and sending the postcards within this calendar.

Une véritable culture de l'impunité a pu se développer librement au Zimbabwe depuis 2000. De façon persistante, les auteurs de violations des droits humains n'ont fait l'objet ni d'enquêtes ni de poursuites. Au contraire, comme le gouvernement ne contraignait pas les responsables à rendre des comptes, ils se sentaient vraisemblablement encouragés à commettre de nouvelles violations.

Il n'y aura pas de solution durable à la crise qui sévit au Zimbabwe tant que le gouvernement ne prendra pas de mesures pour mettre un terme à la culture de l'impunité en établissant la vérité, en traduisant en justice les auteurs présumés des violations et en veillant à ce que les victimes bénéficient de réparations.

Les militants d'Amnesty International dans le monde entier continuent à témoigner de leur volonté de mettre un terme aux violations des droits humains et à la culture de l'impunité au Zimbabwe. Ces femmes et ces hommes ont participé à une vaste gamme d'activités destinées à susciter la fin des atteintes aux droits humains au Zimbabwe, en recourant notamment à la rédaction de lettres, aux rassemblements, aux pétitions et à diverses actions de solidarité.

Vous aussi, vous pouvez faire entendre votre voix en signant les cartes postales intégrées à ce calendrier et en les envoyant à leur destinataire.

TIME FOR ACCOUNTABILITY IN ZIMBABWE
AU ZIMBABWE, LE TEMPS EST VENU DE RENDRE DES COMPTES

2009



ZIMBABWE: TIME FOR ACCOUNTABILITY

Index: AFR 46/028/2008

There can be no durable resolution of the Zimbabwe crisis without government measures to break the culture of impunity by establishing the truth, bringing perpetrators to justice and ensuring reparations for victims.

ZIMBABWE: LE TEMPS EST VENU DE RENDRE DES COMPTES

Index: AFR 46/028/2008

Il n'y aura pas de solution durable à la crise qui sévit au Zimbabwe tant que le gouvernement ne prendra pas de mesures pour mettre un terme à la culture de l'impunité en établissant la vérité, en traduisant en justice les auteurs présumés des violations et en veillant à ce que les victimes bénéficient de réparations.

AMNESTY INTERNATIONAL IS A GLOBAL MOVEMENT OF 2.2 MILLION PEOPLE IN MORE THAN 150 COUNTRIES AND TERRITORIES WHO CAMPAIGN TO END ABUSES OF HUMAN RIGHTS.

OUR VISION IS FOR EVERY PERSON TO ENJOY ALL THE RIGHTS ENSHRINED IN THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS AND OTHER INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS STANDARDS.

WE ARE INDEPENDENT OF ANY GOVERNMENT, POLITICAL IDEOLOGY, ECONOMIC INTEREST OR RELIGION – FUNDED MAINLY BY OUR MEMBERSHIP AND PUBLIC DONATIONS.

AMNESTY INTERNATIONAL EST UN MOUVEMENT MONDIAL REGROUPANT 2,2 MILLIONS DE PERSONNES DANS PLUS DE 150 PAYS ET TERRITOIRES QUI LUTTENT POUR METTRE FIN AUX ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS.

LA VISION D'AMNESTY INTERNATIONAL EST CELLE D'UN MONDE OÙ CHACUN PEUT SE PRÉVALOIR DE TOUS LES DROITS ÉNONCÉS DANS LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS D'AUTRES TEXTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS HUMAINS.

ESSENTIELLEMENT FINANCÉE PAR SES MEMBRES ET LES DONS DE PARTICULIERS, AMNESTY INTERNATIONAL EST INDÉPENDANTE DE TOUT GOUVERNEMENT, DE TOUTE TENDANCE POLITIQUE, DE TOUTE PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE TOUTE CROYANCE RELIGIEUSE.

Amnesty International
International Secretariat, Peter Benenson House
1 Easton Street, London WC1X 0DW
www.amnesty.org

Index: AFR 46/001/2009

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

